

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON
De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT
De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2023-2024.
Stukken van het Waals Parlement, 1639 (2023-2024) Nrs. 1 tot 6.
Volledig verslag, plenaire zitting van 27 maart 2024
Bespreking.
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203607]

28 MARS 2024. — Décret modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale en vue de simplifier le fonctionnement et l'organisation de leurs organes (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 7, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, remplacé par le décret du 8 décembre 2005, le 2^o est complété par les mots « au plus tard le jour de son élection ».

Art. 3. Dans l'article 9, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 29 mars 2018, le 3^o est complété par le mot « provinciaux ».

Art. 4. Dans l'article 9^{ter} de la même loi, inséré par le décret du 6 octobre 2010 et modifié par le décret du 29 mars 2018, l'alinéa 2 est complété par les mots « telle que définie à l'article L5111-1, alinéa 1^{er}, 11^o et 12^o, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ».

Art. 5. Dans l'article 14, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par le décret du 29 mars 2018, les mots « sollicite son remplacement en application de l'article 15, § 3, » sont abrogés.

Art. 6. A l'article 15 de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} avril 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « le même jour que » sont remplacés par les mots « le septième jour qui sui »;

2^o au paragraphe 6, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « acceptée ou si cette démission fait l'objet d'un recours auprès des autorités tutélaires » sont remplacés par le mot « actée »;

b) les mots « l'acceptation de la démission ou jusqu'à la fin du litige » sont remplacés par les mots « la prise d'acte ».

Art. 7. A l'article 18 de la même loi, modifié par les décrets du 26 avril 2012 et du 29 mars 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la première phrase, les mots « communal, le conseil de l'action sociale » sont insérés entre les mots « conseil » et les mots « et l'intéressé »;

b) dans la troisième phrase, le mot « communal » est inséré entre les mots « Le conseil » et les mots « prend acte »;

2^o au paragraphe 2, alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la première phrase, les mots « communal, le conseil de l'action sociale » sont insérés entre les mots « conseil » et les mots « et l'intéressé »;

b) dans la troisième phrase, le mot « communal » est inséré entre les mots « Le conseil » et les mots « prend acte »;

3^o au paragraphe 3, alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la première phrase, les mots « communal, le conseil de l'action sociale » sont insérés entre les mots « conseil » et les mots « et l'intéressé »;

b) dans la troisième phrase, le mot « communal » est inséré entre les mots « Le conseil » et les mots « prend acte ».

Art. 8. A l'article 19 de la même loi, modifié par le décret du 29 mars 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, le mot « accepte » est remplacé par le mot « acte »; 2^o l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La démission prend effet à la date où le conseil communal l'acte. Lorsque la démission est actée par le conseil communal, elle ne peut plus être retirée. ».

Art. 9. A l'article 22 de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 29 mars 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 3, l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase : « Le président qui fait fonction durant l'empêchement ou l'absence exerce l'ensemble des prérogatives du président, en ce compris celle de siéger au collège communal. »;

2° dans le paragraphe 3*bis*, alinéa 1^{er}, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° assister au collège communal, au bureau permanent ou aux comités spéciaux, à quelque titre que ce soit; »;

3° au paragraphe 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 2, les mots « accepte dans une décision motivée » sont remplacés par le mot « acte »;

b) l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« La démission prend effet à la date où le conseil communal l'acte. Lorsque la démission est actée par le conseil communal, elle ne peut plus être retirée. »;

4° au paragraphe 5, les mots « et à la condition que l'identité du président démis ne soit pas reprise dans la même fonction dans le nouveau pacte de majorité » sont insérés entre les mots « et sans préjudice du vote d'une motion de méfiance à l'égard du collège communal » et les mots « , il est remplacé ».

Art. 10. Dans l'article 26 de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 19 juillet 2018, le paragraphe 2 est complété par un alinéa 7 rédigé comme suit :

« À défaut de concertation dûment constaté du fait des autorités communales, le centre public d'action sociale statue, sans préjudice de l'application de la tutelle administrative. ».

Art. 11. A l'article 26*bis*, inséré par l'arrêté royal du 31 décembre 1983, de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, le mot « soumises » est remplacé par le mot « présentées »;

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le mot terme « soumises » est remplacé par le mot terme « présentées ».

Art. 12. Dans la même loi, l'article 26*ter*, inséré par l'arrêté royal du 5 août 1986, est abrogé.

Art. 13. A l'article 27 de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 6 octobre 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 2, le mot " empêchés " est abrogé;

b) dans l'alinéa 3, les modifications suivantes sont apportées :

1) les mots " l'autorisation ou à " sont abrogés;

2) le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° l'aliénation, l'acquisition, le partage et l'échange de biens immobiliers ou droits immobiliers sauf les cas prévus à l'article 75; »;

3) au 2°, les mots « les acquisitions de biens immobiliers » sont abrogés;

4) le 3° est complété par les mots « , sauf les cas prévus à l'article 80 »;

2° dans le paragraphe 3, l'alinéa 1^{er} est abrogé;

3° le paragraphe 7 est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« À l'occasion du congé visé aux alinéas 1^{er} à 4, il est procédé au remplacement pour la durée du congé si le groupe politique qui avait présenté le bénéficiaire du congé le demande. Il est pourvu au remplacement par la désignation d'un membre élu sur la même liste que le bénéficiaire. Le membre qui requiert un congé reste en fonction jusqu'à la désignation de son remplaçant.

Par exception à l'alinéa 5, lorsqu'aucun autre membre du conseil de l'action sociale n'est élu sur la même liste que le membre du bureau permanent qu'il convient de remplacer temporairement, tout membre du conseil qui appartient soit à un groupe politique participant au pacte de majorité, soit à un groupe politique ne participant pas au pacte de majorité, selon l'appartenance du membre à remplacer, peut être élu pour la durée du congé.

Par exception à l'alinéa 5, si, à la suite de son application, le bureau permanent est composé exclusivement de membres d'un même sexe, tout membre du conseil de l'autre sexe qui appartient soit à un groupe politique participant au pacte de majorité, soit à un groupe politique ne participant pas au pacte de majorité, selon l'appartenance du membre à remplacer, peut être élu pour la durée du congé. ».

Art. 14. A l'article 27*ter* de la même loi, inséré par le décret du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La déclaration de politique sociale est valable pour toute la durée de la mandature sauf en cas d'adoption d'un nouveau pacte de majorité et de renouvellement complet du conseil de l'action sociale. »;

2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, le mot « six » est remplacé par le mot « neuf »;

b) l'alinéa 2 est complété par ce qui suit :

« Lorsque le centre public d'action sociale décide de développer des synergies, telles que définies à l'article 26*bis*, § 5, il les intègre dans les objectifs stratégiques ou opérationnels du programme stratégique transversal. »;

c) à l'alinéa 5, les mots « Cette évaluation comprend un bilan de l'ensemble des synergies entre la commune et le centre telles que visées à l'alinéa 2. » sont insérés entre les mots « au terme de celle-ci. » et les mots « En cas de délégation, le bureau »;

d) l'alinéa 10 est abrogé.

Art. 15. A l'article 28 de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « dans le respect des prérogatives du directeur général »;

2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) trois alinéas rédigés comme suit sont insérés entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« La signature et la contresignature visées à l'alinéa 1^{er} se font soit par une signature manuscrite, soit par une signature électronique.

La signature électronique visée à l'alinéa 2 se fait soit par une signature électronique, soit par une signature électronique avancée, soit par une signature électronique qualifiée, visée respectivement aux articles 3.10, 3.11 et 3.12 du Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE.

Le Gouvernement peut apporter des précisions quant à la procédure électronique. »;

b) le paragraphe est complété par sept alinéas rédigés comme suit :

« Le président peut déléguer la signature des actes authentiques à un collaborateur d'une étude notariale.

Le conseil de l'action sociale peut autoriser le directeur général et le directeur financier à déléguer le contreseing ou la signature des actes authentiques à un collaborateur d'une étude notariale.

Les délégations de signature visées aux alinéas 7 et 8 se font par procuration authentique et sont limitées aux opérations mentionnées dans la procuration dont la réception de l'acte authentique devant notaires intervient par voie de vidéoconférence.

Par dérogation à l'alinéa premier, les actes et la correspondance du centre public d'action sociale qui relèvent des compétences légales propres du directeur financier sont signés par lui.

La signature visée à l'alinéa 10 se fait soit par une signature manuscrite soit par une signature électronique.

La signature électronique visée à l'alinéa 11 se fait par une signature électronique, une signature électronique avancée ou une signature électronique qualifiée, visée respectivement aux articles 3.10, 3.11 et 3.12 du Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE.

Le bureau permanent peut autoriser le directeur financier du centre public d'action sociale à déléguer la signature de certains documents à un ou plusieurs fonctionnaires du centre. Cette délégation est faite par écrit. Le conseil de l'action sociale en est informé à sa plus prochaine séance. La mention de la délégation précède la signature, le nom et la qualité du fonctionnaire ou des fonctionnaires délégués sur tous les documents qu'ils signent. ».

Art. 16. Dans l'article 29, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 8 décembre 2005, les mots « une fois par mois » sont remplacés par les mots « dix fois par an ».

Art. 17. A l'article 30 de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« La convocation se fait par courrier électronique au moins cinq jours avant celui de la réunion, et contient l'ordre du jour. Toutefois, ce délai, d'une part, peut être raccourci en cas d'urgence et, d'autre part, est ramené à deux jours pour l'application de l'article 32, alinéa 2. Les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour, hors dossiers sociaux ou informations à caractère individuel sur l'aide sociale peuvent se faire par voie électronique. »;

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« La convocation ainsi que les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour, hors dossiers sociaux ou informations à caractère individuel sur l'aide sociale, peuvent être transmises par écrit et à domicile si le mandataire en a fait la demande par écrit ou si la transmission par voie électronique est techniquement impossible.

Le bureau permanent met à la disposition de chaque membre du conseil de l'action sociale une adresse de courrier électronique personnelle.

Le règlement d'ordre intérieur fixe les modalités d'application du présent article. ».

Art. 18. A l'article 33 de la même loi, modifié par le décret du 26 avril 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 3, les mots « ainsi qu'en cas d'élection ou de présentation de candidats à des mandats ou des fonctions, » sont abrogés;

2° il est inséré trois paragraphes *3bis*, *3ter* et *3quater* rédigés comme suit :

« § *3bis*. En cas d'élection ou de présentation de candidats à des mandats ou des fonctions d'ordre politique, lorsqu'il y a autant de candidats que de mandats ou fonctions à pourvoir, le conseil de l'action sociale acte l'élection ou la présentation de ces candidats. Cependant, les membres du conseil de l'action sociale votent à haute voix ou selon un mode de scrutin équivalent sur une telle élection ou présentation à chaque fois qu'un tiers des membres présents le demande.

§ *3ter*. En cas d'élection ou de présentation de candidats à des mandats ou des fonctions d'ordre politique, à chaque fois qu'il y a plus de candidats que de mandats ou fonctions à pourvoir, les membres du conseil de l'action sociale votent à haute voix ou selon un mode de scrutin équivalent sur une telle élection ou présentation. Pour chaque mandat ou fonction à pourvoir, il est procédé à un scrutin distinct.

Si la majorité requise n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

À cet effet, le président dresse une liste contenant deux fois autant de noms qu'il y a de nominations ou de présentations à faire.

Les suffrages peuvent uniquement être donnés aux candidats portés sur cette liste.

La nomination a lieu à la pluralité des voix. En cas de parité des voix, le plus âgé des candidats est préféré.

§ *3quater*. Dans les hypothèses visées aux paragraphes *3bis* et *3ter*, les membres du conseil de l'action sociale votent à bulletin secret à chaque fois qu'un conseiller le demande. ».

Art. 19. Dans l'article *34bis* de la même loi, inséré par le décret du 8 décembre 2005 et modifié par le décret du 26 avril 2012, les mots " Outre l'obligation imposée par l'article *26bis*, § 5, alinéa 2, " sont abrogés.

Art. 20. Dans l'article 38, § 1^{er}, de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 8 décembre 2005, l'alinéa 3 est complété par les mots « conformément à l'article L1122-7 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. ».

Art. 21. A l'article 41 de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 8, les mots « l'article 41^{ter} » sont remplacés par les mots « les articles 41^{ter}, 45 et 46 »;

2° à l'alinéa 9, les mots « et au Gouvernement » sont abrogés.

Art. 22. Dans l'article 42, § 3, alinéa 6, 1°, de la même loi, modifié par le décret du 19 juillet 2018, le mot « soutien » est remplacé par le mot « conseille ».

Art. 23. A l'article 46 de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 2 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées au paragraphe 2 :

1) à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

i) au 6°, les mots « 22 000 euros, à l'exception » sont remplacés par les mots « 30 000 euros, à l'exception du projet de budget ou de modifications budgétaires, »;

ii) il est inséré un 6°*bis* rédigé comme suit :

« 6°*bis* de remettre, en toute indépendance, un avis de légalité écrit préalable et motivé sur tout projet de décision du conseil de l'action sociale, ou le cas échéant du bureau permanent, portant sur l'acceptation des donations ou legs au CPAS, dans les dix jours ouvrables de la réception du dossier contenant le projet et ses annexes explicatives éventuelles; »;

iii) au 7°, le chiffre « 22 000 » est remplacé par le chiffre « 30 000 »; iv) au 7° les mots « 6° et 7° » sont remplacés par les mots « 6° à 7° »;

v) au 7° les mots « A défaut, il est passé outre l'avis. » sont remplacés par les mots « A défaut d'avis dans le délai requis, la procédure peut néanmoins se poursuivre. »;

2) le paragraphe est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« Toute décision qui a une incidence financière est transmise au directeur financier.

Pour l'accomplissement des missions visées aux 6° à 7°, le bureau permanent garantit au directeur financier un accès complet à tous les éléments des dossiers soumis au bureau permanent et au conseil de l'action sociale.

Le Gouvernement est habilité à modifier, lorsque les circonstances le justifient, les montants visés aux 6° à 7°.

Art. 24. L'article 75 de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 8 décembre 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 75. § 1^{er}. Sauf disposition légale spécifique, le conseil de l'action sociale fixe les conditions et les modalités de la procédure d'attribution des contrats relatifs à des opérations immobilières et adopte les conditions contractuelles qui régissent l'opération.

§ 2. Sauf disposition légale spécifique, le bureau permanent engage la procédure, attribue le contrat relatif à l'opération immobilière et assure le suivi de son exécution.

Dans les cas où la négociation est permise avec les candidats, le bureau permanent approuve le résultat des négociations intervenues dans la limite prévue par les documents et, le cas échéant, la réglementation applicable à l'opération immobilière en cause.

Le bureau permanent peut apporter au contrat toute modification non substantielle en cours d'exécution.

§ 3. Le conseil de l'action sociale peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1^{er} au bureau permanent.

La délégation est limitée, au maximum, aux opérations immobilières d'un montant estimé, conformément à l'article 75^{ter}, inférieur à :

1° 30 000 euros dans le centre public d'action sociale d'une commune de moins de quinze mille habitants;

2° 60 000 euros dans le centre public d'action sociale d'une commune de quinze mille à quarante-neuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;

3° 120 000 euros dans le centre public d'action sociale d'une commune de minimum cinquante mille habitants.

La valeur de l'opération immobilière correspond à la valeur vénale estimée du bien ou au montant estimé de l'opération multiplié, le cas échéant, par la durée du contrat. Lorsque le contrat peut être reconduit ou que la durée du contrat peut être prolongée et que la durée totale du contrat, reconductions ou prolongations comprises, peut être supérieure à dix ans, la valeur de l'opération correspond à l'estimation de la valeur annuelle du contrat multipliée par dix sans que cette somme puisse être inférieure au montant estimé pour la durée minimum initiale du contrat.

§ 4. Toute délégation octroyée par le conseil de l'action sociale prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil de l'action sociale de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

§ 5. La détermination du seuil de délégation applicable s'opère sur la base des dernières données mises à jour quant au nombre d'habitants de la commune connues au moment de l'adoption de la délibération de délégation. Sans préjudice de la faculté de modifier les délégations octroyées, la fluctuation du nombre d'habitants est sans incidence sur la délégation octroyée une fois celle-ci adoptée.

§ 6. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés au paragraphe 3. ».

Art. 25. Dans la même loi, il est inséré un article 75^{bis} rédigé comme suit :

« Art. 75^{bis}. § 1^{er}. Dans le cadre de la passation des contrats relatifs à des opérations immobilières, les C.P.A.S. agissent de manière transparente.

A cet effet, les C.P.A.S. procèdent, sauf motivation adéquate ou disposition légale spécifique, à des mesures de publicité appropriées au cas d'espèce.

Un C.P.A.S. qui conclut avec un ou plusieurs pouvoirs publics un contrat relatif à une opération immobilière n'est pas obligé de recourir systématiquement à une mise en concurrence pour autant que le projet envisagé poursuive un but d'intérêt général et soit attribué, sauf exception dûment motivée ou disposition légale spécifique, au prix estimé conformément à l'article 75^{ter}.

§ 2. Les termes opérations immobilières repris au paragraphe 1^{er} et à l'article 75^{ter} visent les opérations suivantes : la vente, l'échange, le droit d'emphytéose, le droit de superficie, le louage, le droit de chasse, le droit de pêche, la concession domaniale ou l'occupation précaire portant sur un bien immeuble appartenant au C.P.A.S.

Les comités d'acquisitions d'immeubles, chargés par les C.P.A.S. des opérations immobilières, ne justifient pas envers les tiers d'un mandat spécial pour agir en tant que représentant du pouvoir local.

Au sein de ces comités, les agents habilités à authentifier les conventions représentent de plein droit, lors de la signature des actes, les pouvoirs locaux pour les missions qui leur sont conférées. ».

Art. 26. Dans la même loi, il est inséré un article 75^{ter} rédigé comme suit :

« Art. 75^{ter}. Pour chaque opération immobilière, le C.P.A.S. dispose, sauf motivation adéquate ou disposition légale spécifique, d'une estimation récente de la valeur de l'immeuble ou du droit consenti sur celui-ci.

Cette estimation est sollicitée, sauf exception dûment motivée, auprès d'un expert indépendant, un commissaire d'un comité d'acquisition, un notaire, un géomètre-expert immobilier inscrit au tableau tenu par le conseil fédéral des géomètres-experts, un expert immobilier inscrit au tableau visé à l'article 3 de la loi du 11 février 2013 organisant la profession d'agent immobilier ou un architecte inscrit à l'ordre des architectes. ».

Art. 27. Dans la même loi, l'article 76, modifié par la loi du 5 août 1992, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 76. § 1^{er}. Sauf disposition légale spécifique, le conseil de l'action sociale fixe les conditions et les modalités de la procédure d'attribution des contrats relatifs à la vente ou à la mise à disposition de biens meubles corporels qui appartiennent au centre public d'action sociale et adopte les conditions contractuelles qui régissent l'opération.

§ 2. Sauf disposition légale spécifique, le bureau permanent engage la procédure, attribue le contrat relatif à la vente ou à la mise à disposition de biens meubles corporels et assure le suivi de son exécution.

Dans les cas où la négociation est permise avec les candidats, le bureau permanent approuve le résultat des négociations intervenues dans la limite prévue par les documents et, le cas échéant, la réglementation applicable à l'opération en cause.

Le bureau permanent peut apporter au contrat toute modification non substantielle en cours d'exécution.

§ 3. Le conseil de l'action sociale peut déléguer ses compétences visées aux paragraphes 1^{er} au bureau permanent.

La délégation est limitée, au maximum, aux opérations d'un montant estimé, conformément à l'article 76^{ter}, inférieur à :

1° 30 000 euros dans le centre public d'action sociale d'une commune de moins de quinze mille habitants;

2° 60 000 euros dans le centre public d'action sociale d'une commune de quinze mille à quarante-neuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;

3° 120 000 euros dans le centre public d'action sociale d'une commune de minimum cinquante mille habitants.

La valeur de l'opération correspond à la valeur vénale estimée du bien ou au montant estimé de l'opération multiplié, le cas échéant, par la durée du contrat. Lorsque le contrat peut être reconduit ou que la durée du contrat peut être prolongée et que la durée totale du contrat, reconductions ou prolongations comprises, peut être supérieure à dix ans, la valeur de l'opération correspond à l'estimation de la valeur annuelle du contrat multipliée par dix sans que cette somme puisse être inférieure au montant estimé pour la durée minimum initiale du contrat.

§ 4. Toute délégation octroyée par le conseil de l'action sociale prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil de l'action sociale de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

§ 5. La détermination du seuil de délégation applicable s'opère sur la base des dernières données mises à jour quant au nombre d'habitants de la commune connues au moment de l'adoption de la délibération de délégation. Sans préjudice de la faculté de modifier les délégations octroyées, la fluctuation du nombre d'habitants est sans incidence sur la délégation octroyée une fois celle-ci adoptée.

§ 6. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés au paragraphe 3. ».

Art. 28. Dans la même loi, il est inséré un article 76^{bis} rédigé comme suit :

« Art. 76^{bis}. § 1^{er}. Dans le cadre de la passation des contrats relatifs à des opérations mobilières, les C.P.A.S. agissent de manière transparente.

A cet effet, les C.P.A.S. procèdent, sauf motivation adéquate ou disposition légale spécifique, à des mesures de publicité appropriées au cas d'espèce.

§ 2. Les termes opérations mobilières repris au paragraphe 1^{er} et à l'article 76^{ter} visent les opérations relatives à la vente ou à la mise à disposition de biens meubles corporels qui appartiennent au C.P.A.S. ».

Art. 29. Dans la même loi, il est inséré un article 76^{ter} rédigé comme suit :

« Art. 76^{ter}. Pour chaque opération mobilière, les C.P.A.S. disposent, sauf motivation adéquate ou disposition spécifique, d'une estimation récente de la valeur du bien meuble corporel ou du droit consenti sur celui-ci.

Cette estimation est sollicitée, sauf exception dûment motivée, auprès d'un expert indépendant. ».

Art. 30. A l'article 79, § 2, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 23 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique » sont remplacés par les mots « au Code des sociétés et des associations »;

2° au 4°, la phrase « Les membres du conseil de l'action sociale sont élus en un seul tour de scrutin; » est remplacée par la phrase : « Les membres du conseil de l'action sociale sont élus conformément à l'article 33, § 3^{bis} à 3^{quater} et 4; ».

Art. 31. Dans la même loi, l'article 80, modifié en dernier lieu par le décret du 8 décembre 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 80. § 1^{er}. Le conseil de l'action sociale accepte les donations à passer par acte authentique et les legs au C.P.A.S.

§ 2. Le conseil de l'action sociale peut déléguer ses compétences visées au paragraphe 1^{er} au bureau permanent.

La délégation est limitée, au maximum, aux donations et legs sans charge ou condition et d'un montant, le cas échéant estimé, inférieur à :

1° 30 000 euros dans le centre public d'action sociale d'une commune de moins de quinze mille habitants;

2° 60 000 euros dans le centre public d'action sociale d'une commune de quinze mille à quarante-neuf mille neuf cent nonante-neuf habitants;

3° 120 000 euros dans le centre public d'action sociale d'une commune de minimum cinquante mille habitants.

§ 3. Toute délégation octroyée par le conseil de l'action sociale prend fin de plein droit le dernier jour du quatrième mois qui suit l'installation du conseil de l'action sociale de la législature suivant celle pendant laquelle la délégation a été octroyée.

§ 4. La détermination du seuil de délégation applicable s'opère sur la base des dernières données mises à jour quant au nombre d'habitants de la commune connues au moment de l'adoption de la délibération de délégation. Sans préjudice de la faculté de modifier les délégations octroyées, la fluctuation du nombre d'habitants est sans incidence sur la délégation octroyée une fois celle-ci adoptée.

§ 5. Le Gouvernement peut, chaque fois que les circonstances le justifient, adapter les montants visés au paragraphe 2.

§ 6. Les notaires et autres officiers ministériels, ainsi que les receveurs des droits de succession, donnent un avis aux centres publics d'action sociale sur les dispositions faites en faveur de ceux-ci et dont ils ont connaissance en raison de leurs fonctions. ».

Art. 32. Dans la même loi, il est inséré un article 80*bis* rédigé comme suit :

« Art. 80*bis*. Le président du C.P.A.S. accepte les donations sans charge ou condition qui portent sur des biens meubles corporels.

Le président du C.P.A.S. peut déléguer sa compétence visée à l'alinéa 1^{er} à un fonctionnaire, à l'exclusion du directeur financier. ».

Art. 33. L'article 81 de la même loi est abrogé.

Art. 34. Dans l'article 84 de la même loi, remplacé par le décret du 6 octobre 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1) au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « qui en prend acte » sont abrogés;

2) il est inséré un paragraphe 3*bis* rédigé comme suit :

« § 3*bis*. Le conseil de l'action sociale peut déléguer au directeur général ou au directeur général adjoint ses compétences de vérification, en vue du paiement, des travaux, des fournitures et des services qui sont acceptés en paiement, le cas échéant d'invitation à facturer, et de fixer le montant qu'il estime dû.

En cas de délégation, les décisions du directeur général ou du directeur général adjoint sont communiquées au conseil de l'action sociale lors de sa plus proche séance. ».

Art. 35. Dans l'article 84*bis*, § 1^{er}, alinéa 2, de la même loi, inséré par le décret du 4 octobre 2018 et remplacé par le décret du 6 octobre 2022, les mots « qui en prend acte » sont abrogés.

Art. 36. Dans l'article 84*ter*, § 3, de la même loi, inséré par le décret du 4 octobre 2018, et remplacé par le décret du 6 octobre 2022, les mots « qui en prend acte » sont abrogés.

Art. 37. A l'article 84*quater*, § 1^{er}, alinéa 2, de la même loi, inséré par le décret du 4 octobre 2018 et remplacé par le décret du 6 octobre 2022, les mots « qui en prend acte » sont abrogés.

Art. 38. A l'article 88 de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018, la modification suivante est apportée au paragraphe 3, les mots « seront remis » sont remplacés par les mots « sont transmis par voie électronique ».

Art. 39. Dans l'article 89*bis*, de la même loi, inséré par le décret du 27 mars 2014, l'alinéa 3 est complété par ce qui suit : « Ils sont publiés dès leur approbation par l'autorité de tutelle sur le site internet du centre public d'action sociale ou, à défaut, de la commune et sont déposés au siège du centre, où quiconque peut toujours en prendre connaissance sans déplacement. La durée de la publication ne peut être inférieure à six ans. ».

Art. 40. A l'article 96/4, § 2, de la même loi, inséré par le décret du 29 mars 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « rédige » est remplacé par les mots « peut rédiger »;

2° l'alinéa 4 est complété par les mots « et fait obligatoirement rapport à propos de toute décision ou tout acte de la structure qui ne permet pas d'assurer que l'intérêt général ou l'intérêt du C.P.A.S., la légalité et les objectifs de la structure soient respectés. Le conseiller ou un seul des conseillers lorsque plusieurs conseillers sont désignés au sein de la structure communique, dans les meilleurs délais, son rapport au conseil communal; assorti le cas échéant de ses commentaires. »;

3° à l'alinéa 6, le mot « produit » est remplacé par les mots « peut produire ».

Art. 41. L'article 115*quater* de la même loi, inséré par le décret du 17 juillet 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 115*quater*. Le bureau permanent répond en justice à toute action intentée au C.P.A.S. Il intente les actions en référé et les actions possessoires; il fait tous actes conservatoires ou interruptifs de la prescription et des déchéances.

Toutes autres actions dans lesquelles le C.P.A.S. intervient comme demanderesse ne peuvent être intentées par le bureau permanent qu'après autorisation du conseil de l'action sociale.

Sans préjudice de l'article 728, § 3, alinéa 4, du Code judiciaire, le bureau permanent du centre public d'action sociale peut désigner soit un de ses membres, soit un membre du personnel, soit un avocat, pour connaître en justice au nom du C.P.A.S. ».

Art. 42. L'article 121 de la même loi, modifié par le décret du 2 avril 1998, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par le paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Les dispositions des articles 75bis, 75ter, 76bis et 76ter sont applicables pour les opérations immobilières et mobilières de l'association créée en vertu des articles 118 et suivants sous la réserve que le mot C.P.A.S. se lit comme association créée en vertu des articles 118 et suivants de la présente loi. ».

Art. 43. Les délibérations et actes pris postérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret ne sont pas soumis aux articles 75bis, 75ter, 76bis, 76ter et 121, § 2, de la même loi et restent soumis aux dispositions qui étaient en vigueur en la matière au jour de leur adoption si une délibération de principe régissant la passation du contrat a été adoptée préalablement à l'entrée en vigueur du présent décret. La délibération de principe est celle qui fixe les conditions et les modalités de la procédure de passation du contrat et adopte les conditions contractuelles qui régissent l'opération.

Art. 44. Le présent décret entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 mars 2024.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1632 (2023-2024) N^{os} 1 à 8

Compte rendu intégral, séance plénière du 27 mars 2024

Discussion.

Vote.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/203607]

28 MAART 2024. — Decreet tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, met het oog op de vereenvoudiging van de werking en de organisatie van hun organen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet regelt een in artikel 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheid, overeenkomstig artikel 138 ervan.

Art. 2. In artikel 7, eerste lid, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, vervangen door het decreet van 8 december 2005, wordt 2^o aangevuld met de woorden "uiterlijk op de dag van de verkiezing ervan".

Art. 3. In artikel 9, eerste lid, van dezelfde wet, het laatst gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2018, wordt in 3^o het woord "provinciale" ingevoegd tussen de woorden "de" en "directeurs-generaal".

Art. 4. In artikel 9ter van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 6 oktober 2010 en gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2018, wordt het tweede lid aangevuld met de woorden "zoals bepaald in artikel L5111-1, eerste lid, 11^o en 12^o, van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en Decentralisatie".

Art. 5. In artikel 14, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2018, worden de woorden "of om zijn vervanging vraagt overeenkomstig artikel 15, § 3," opgeheven.

Art. 6. In artikel 15 van dezelfde wet, het laatst gewijzigd bij het decreet van 1 april 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "op dezelfde dag als" vervangen door de woorden "de zevende dag volgend op";

2° in paragraaf 6, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "aanvaard of wanneer dat ontslag het voorwerp uitmaakt van een beroep bij de toezienende overheid" worden vervangen door het woord "geakteerd";

b) de woorden "het ontslag wordt aanvaard of het geschil is beslecht" worden vervangen door de woorden "er akte genomen wordt van het ontslag".

Art. 7. In artikel 18, van dezelfde wet, gewijzigd bij de decreten van 26 april 2012 en 29 maart 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de eerste zin wordt het woord "gemeente" ingevoegd tussen de woorden "de" en "raad" en worden de woorden ", de raad voor maatschappelijk welzijn" ingevoegd tussen de woorden "raad" en "en betrokkene";

b) in de derde zin wordt het woord "gemeente" ingevoegd tussen de woorden "de" en "raad";

2° in paragraaf 2, tweede lid, worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de eerste zin wordt het woord "gemeente" ingevoegd tussen de woorden "de" en "raad" en worden de woorden ", de raad voor maatschappelijk welzijn" ingevoegd tussen de woorden "raad" en "en betrokkene";

b) in de derde zin wordt het woord "gemeente" ingevoegd tussen de woorden "de" en "raad";

3° in paragraaf 3, tweede lid, worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de eerste zin wordt het woord "gemeente" ingevoegd tussen de woorden "de" en "raad" en worden de woorden ", de raad voor maatschappelijk welzijn" ingevoegd tussen de woorden "raad" en "en betrokkene";

b) in de derde zin wordt het woord "gemeente" ingevoegd tussen de woorden "de" en "raad";

Art. 8. In artikel 19 van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "het aanvaardt" vervangen door de woorden "er akte van neemt"; 2° het tweede lid wordt vervangen door wat volgt:

"Het ontslag heeft uitwerking met ingang van de datum waarop de gemeenteraad er akte van neemt. Als de gemeenteraad akte van het ontslag neemt, kan het niet meer worden ingetrokken."

Art. 9. In artikel 22 van dezelfde wet, het laatst gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 3, wordt het eerste lid aangevuld met volgende zin: "De voorzitter die optreedt tijdens de verhinderings of afwezigheids oefent alle prerogatieven van de voorzitter uit, met inbegrip van die om zitting te nemen in het gemeentecollege.";

2° in paragraaf 3*bis*, eerste lid, wordt 1° vervangen door hetgeen volgt:

"1° het gemeentecollege, het vast bureau of de bijzondere comités bij te wonen, in welke hoedanigheid ook;"

3° in paragraaf 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 2 worden de woorden "het in een gemotiveerde beslissing aanvaardt" vervangen door het woord "er akte van neemt";

b) het derde lid wordt vervangen door wat volgt:

"Het ontslag heeft uitwerking op de datum waarop de gemeenteraad er akte van neemt. Als de gemeenteraad akte van het ontslag neemt, kan het niet meer worden ingetrokken.";

4° in paragraaf 5 worden de woorden "en op voorwaarde dat de identiteit van de ontslagen voorzitter niet in dezelfde functie vermeld staat in het nieuwe meerderheidspact" ingevoegd tussen de woorden "en onverminderd de stemming van een motie van wantrouwen t.o.v. het gemeentecollege" en de woorden ", wordt hij tot de raad een nieuwe voorzitter heeft verkozen".

Art. 10. In artikel 26 van dezelfde wet, het laatst gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2018, wordt paragraaf 2 aangevuld met een zevende lid, luidend als volgt:

"Bij gebreke aan overleg, op afdoende wijze vastgesteld, te wijten aan de gemeentelijke overheden, beslist het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, onverminderd de toepassing van het administratief toezicht.".

Art. 11. In artikel 26*bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 31 december 1983, het laatst gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt, in de Franse versie, het woord "soumises" vervangen door het woord "présentées";

2° in paragraaf 2, eerste lid, wordt, in de Franse versie, het woord "soumises" vervangen door het woord "présentées".

Art. 12. In dezelfde wet wordt het artikel 26*ter*, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 5 augustus 1986, opgeheven.

Art. 13. In artikel 27 van dezelfde wet, het laatst gewijzigd bij het decreet van 6 oktober 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het tweede lid wordt het woord ", wanneer die belet zijn" opgeheven;

b) in het derde lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1) de woorden "machtiging of" worden opgeheven;

2) 1° wordt vervangen door wat volgt:

"1° de vervreemding, de verwerving, de verdeling en de ruil van onroerende goederen of onroerende rechten, behalve in de bedoelde in artikel 75 gevallen;"

3) in punt 2° worden de woorden "de verwerving van onroerende goederen" opgeheven;

4) punt 3° wordt aangevuld met de woorden ", behalve in de gevallen bedoeld in artikel 80";

2° in paragraaf 3 wordt het eerste lid opgeheven;

3° paragraaf 7 wordt aangevuld met drie leden luidend als volgt:

“Ter gelegenheid van het verlof bedoeld in het eerste lid tot en met vierde lid wordt er voor de duur ervan in de vervanging voorzien, als de politieke fractie die de rechthebbende op verlof voorgedragen heeft, daarom verzoekt. Er wordt in de vervanging voorzien door de aanwijzing van een lid dat op dezelfde lijst van de rechthebbende is verkozen. Het lid dat verlof aanvraagt blijft zijn mandaat uitoefenen tot zijn plaatsvervanger aangewezen is.

Bij wijze van uitzondering op het vijfde lid, kan, wanneer geen ander lid van de raad voor maatschappelijk welzijn is verkozen op dezelfde lijst als die van het tijdelijk te vervangen lid van het vast bureau, elk raadslid behorend tot ofwel een politieke fractie die aan het meerderheidspact deelneemt, ofwel tot een politieke fractie die niet aan het meerderheidspact deelneemt, volgens de deelname van het te vervangen lid, voor de duur van het verlof verkozen worden.

Bij wijze van uitzondering op het vijfde lid, kan, wanneer, na toepassing ervan, het vast bureau uitsluitend leden van hetzelfde geslacht telt, elk raadslid van het andere geslacht behorend tot ofwel een politieke fractie die aan het meerderheidspact deelneemt, ofwel tot een politieke fractie die niet aan het meerderheidspact deelneemt, volgens de deelname van het te vervangen lid, voor de duur van het verlof verkozen worden.”

Art. 14. In artikel 27 *ter* van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“De sociale beleidsverklaring is geldig voor de gehele duur van het mandaat, behalve in het geval van aanneming van een nieuw meerderheidspact en van volledige vernieuwing van de raad voor maatschappelijk welzijn.”;

2° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid wordt het woord “zes” vervangen door het woord “negen”;

b) lid 2 wordt aangevuld met wat volgt:

“Wanneer het centrum voor maatschappelijk welzijn besluit om samenwerkingsverbanden tot stand te brengen, zoals bepaald in artikel 26 *bis*, neemt zij deze op in de strategische of operationele doelstellingen van het overkoepelend strategisch programma.”;

c) in het vijfde lid worden de woorden “Deze evaluatie omvat een beoordeling van het geheel van de bestaande samenwerkingsverbanden tussen de gemeente en het centrum zoals bedoeld in het tweede lid” ingevoegd tussen de woorden “na afloop ervan onderworpen aan een evaluatie.” en de woorden “Bij een overdracht voert het vast bureau”;

d) lid 10 wordt opgeheven.

Art. 15. In artikel 28 van dezelfde wet, het laatst gewijzigd bij het decreet van 18 april 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, wordt het eerste lid aangevuld met de woorden “met inachtneming van de prerogatieven van de directeur-generaal”;

2° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) drie leden worden ingevoegd tussen het eerste lid en het tweede lid, luidend als volgt:

“De in het eerste lid bedoelde handtekening en medeondertekening geschieden door middel van een handgeschreven handtekening of een elektronische handtekening.

De in het tweede lid bedoelde elektronische handtekening geschiedt door middel van een elektronische handtekening, een geavanceerde elektronische handtekening of een gekwalificeerde elektronische handtekening, bedoeld in respectievelijk de artikelen 3.10, 3.11 en 3.12 van Verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG.

De Regering kan nadere bepalingen vaststellen betreffende de elektronische procedure.”;

b) de paragraaf wordt aangevuld met zeven leden, luidend als volgt:

“De voorzitter kan de ondertekening van de authentieke akten opdragen aan een medewerker van een notariskantoor.

De raad voor maatschappelijk welzijn kan de directeur-generaal en de financieel directeur machtigen om de medeondertekening of ondertekening van de authentieke akten op te dragen aan een medewerker van een notariskantoor.

De in het zevende lid en het achtste lid bedoelde overdrachten van handtekening geschieden bij authentieke volmacht en zijn beperkt tot de in de volmacht vermelde handelingen waarvoor de authentieke akte per videoconferentie voor een notaris wordt ontvangen.

In afwijking van het eerste lid worden de handelingen en briefwisseling van de raad voor maatschappelijk welzijn die onder de specifieke wettelijke bevoegdheden van de financieel directeur vallen, door hem ondertekend.

De in het tiende lid bedoelde handtekening geschiedt door middel van een handgeschreven handtekening of een elektronische handtekening.

De elektronische handtekening, bedoeld in het elfde lid, geschiedt door middel van een elektronische handtekening, een geavanceerde elektronische handtekening of een gekwalificeerde elektronische handtekening, bedoeld in respectievelijk de artikelen 3.10, 3.11 en 3.12 van Verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG.

Het vast bureau kan de financieel directeur van de raad voor maatschappelijk welzijn machtigen om de ondertekening van bepaalde stukken op te dragen aan een of meer ambtenaren van het centrum. Deze opdracht geschiedt schriftelijk. De raad voor maatschappelijk welzijn wordt daarvan tijdens zijn eerstvolgende vergadering op de hoogte gebracht. De ambtenaar of de ambtenaren aan wie de opdracht is gegeven op alle stukken die ze ondertekenen, maken boven hun handtekening, naam en functie, melding van die opdracht.”

Art. 16. In artikel 29, eerste lid, van dezelfde wet, het laatst gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, worden de woorden “éénmaal in de maand” vervangen door de woorden “tien keer in de maand”.

Art. 17. In artikel 30 van dezelfde wet, het laatst gewijzigd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen door wat volgt:

"De bijeenroeping geschiedt per e-mail minstens vijf dagen vóór de dag van de vergadering en vermeldt de agenda. Enerzijds kan deze termijn echter worden ingekort in spoedeisende gevallen en anderzijds wordt hij voor de toepassing van artikel 32, tweede lid, teruggebracht tot twee dagen. De stukken betreffende de agendapunten, behalve de maatschappelijke dossiers of individuele gegevens in verband met sociale actie, kunnen langs de elektronische weg overgemaakt worden.";

2° het derde lid wordt vervangen door wat volgt:

"De oproeping en de stukken betreffende de agendapunten, behalve de maatschappelijke dossiers of individuele gegevens in verband met sociale actie, kunnen schriftelijk en aan huis overgemaakt worden als de mandataris daar schriftelijk om verzoekt of als de elektronische verzending technisch onmogelijk is.

Het vast bureau stelt een persoonlijk elektronisch adres ter beschikking van elk lid van de raad voor sociale actie.

De modaliteiten voor de toepassing van dit artikel liggen vast in het huishoudelijk reglement."

Art. 18. In artikel 33 van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 26 april 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 3 worden de woorden "evenals bij elke verkiezing of voordracht van kandidaten tot mandaten of ambten," opgeheven;

2° er worden drie paragrafen 3 *bis*, 3 *ter* en 3 *quater* ingevoegd, luidend als volgt:

" § 3*bis*. Bij elke verkiezing of voordracht van kandidaten tot mandaten of politieke ambten, waar er evenveel kandidaten zijn als er mandaten of ambten zijn, neemt de raad voor maatschappelijk welzijn akte van de verkiezing of de voordracht van deze kandidaten. De leden van de raad stemmen echter mondeling of op gelijkwaardige wijze over een dergelijke verkiezing of voordracht wanneer een derde van de aanwezige leden daarom verzoekt.

" § 3*ter*. Bij elke verkiezing of voordracht van kandidaten tot mandaten of politieke ambten, wanneer er meer kandidaten zijn dan mandaten of ambten, stemmen de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn mondeling of op gelijkwaardige wijze over een dergelijke verkiezing of voordracht. Voor elk mandaat of ambt, wordt tot een afzonderlijke stemming overgegaan.

Indien bij de benoeming of de voordracht van kandidaten de vereiste meerderheid niet wordt verkregen bij de eerste stemming, heeft herstemming plaats over de kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald.

Te dien einde maakt de voorzitter een lijst op met tweemaal zoveel namen als er benoemingen of voordrachten moeten geschieden.

De stemmen kunnen alleen uitgebracht worden op de kandidaten die op deze lijst voorkomen.

De benoeming geschiedt bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen heeft de oudste kandidaat de voorkeur.

§ 3 *quater*. In de gevallen bedoeld in de paragrafen 3 *bis* en 3 *ter*, stemmen de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn, op elk verzoek van een raadslid, bij geheime stemming."

Art. 19. In artikel 34*bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 8 december 2005 en gewijzigd bij het decreet van 26 april 2012, worden de woorden "Bovenop de verplichting opgelegd bij artikel 26 *bis*, § 5, tweede lid," opgeheven, wordt het woord "kan" geschrapt en wordt het woord "kan" ingevoegd tussen de woorden "de raad voor maatschappelijk welzijn" en de woorden "gemeenschappelijke zittingen".

Art. 20. In artikel 38, § 1, van dezelfde wet, het laatst gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, wordt het derde lid aangevuld met de woorden "overeenkomstig artikel L1122-7 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie."

Art. 21. In artikel 41 van dezelfde wet, het laatst gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het achtste lid worden de woorden "artikel 41*ter*" vervangen door de woorden "artikelen 41*ter*, 45 en 46";

2° in het negende lid worden de woorden "en aan de Regering" opgeheven.

Art. 22. In artikel 42, § 3, zesde lid, 1°, van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2018, wordt het woord "ondersteunt" vervangen door het woord "adviseert".

Art. 23. In artikel 46 van dezelfde wet, het laatst gewijzigd bij het decreet van 2 mei 2019, worden de volgende wijzigingen in paragraaf 2 aangebracht:

1) in het eerste lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

i) in 6° worden de woorden "22.000 euro, excl. B.T.W. verleend heeft, met uitzondering" vervangen door de woorden "30.000 euro verleend heeft, met uitzondering van de ontwerpbegroting of begrotingswijzigingen,";

ii) er wordt een 6°*bis* ingevoegd, luidend als volgt:

"6°*bis* binnen tien werkdagen na ontvangst van het dossier dat het ontwerp en de eventuele verklarende bijlagen inhoudt in alle onafhankelijkheid een voorafgaand en gemotiveerd schriftelijk advies uitbrengen over elk ontwerp van beslissing van de raad voor maatschappelijk welzijn, of in voorkomend geval van het vast bureau, met betrekking tot de aanvaarding van schenkingen of legaten aan het OCMW,";

iii) in punt 7° wordt het cijfer "22.000" vervangen door het cijfer "30.000"; iv) in punt 7° worden de woorden "6° en 7°" vervangen door de woorden "6° tot en met 7°";

v) in punt 7° worden de woorden "Zo niet wordt het advies genegeerd." vervangen door de woorden "Indien binnen de vereiste termijn geen advies is uitgebracht, kan de procedure niettemin worden voortgezet.";

2) de paragraaf wordt aangevuld met drie leden, luidend als volgt:

"Elke beslissing met een financiële weerslag wordt overgemaakt aan de financieel directeur.

Met het oog op de uitvoering van de opdrachten, vermeld in punten 6° tot en met 7°, zorgt het vast bureau ervoor dat de financieel directeur volledige toegang heeft tot alle elementen van de dossiers die aan het vast bureau en de raad voor maatschappelijk welzijn worden voorgelegd.

De Regering is bevoegd om de bedragen bedoeld in 6° tot en met 7° te wijzigen indien de omstandigheden dit rechtvaardigen.

Art. 24. Artikel 75 van dezelfde wet, het laatst gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 75. § 1. Tenzij er specifieke wettelijke bepalingen zijn, stelt de raad voor maatschappelijk welzijn de voorwaarden en de nadere regels vast van de gunningsprocedure voor contracten met betrekking tot vastgoedverrichtingen en neemt de contractuele voorwaarden aan die op de verrichting van toepassing zijn.

§ 2. Tenzij er specifieke wettelijke bepalingen zijn, leidt het vast bureau de procedure in, gunt het het contract voor de vastgoedverrichting en houdt het toezicht op de uitvoering ervan.

In gevallen waarin onderhandelen met kandidaten is toegestaan, keurt het vast bureau de uitkomst van de onderhandelingen goed binnen de grenzen die zijn vastgelegd in de documenten en, indien van toepassing, de reglementen die op betrokken vastgoedverrichting van toepassing zijn.

Het vast bureau kan tijdens de looptijd van het contract niet-substantiële wijzigingen aanbrenge.

§ 3. De raad voor maatschappelijk welzijn kan zijn in paragraaf 1 bedoelde bevoegdheden overdragen aan het vast bureau.

In overeenstemming met artikel 75ter is de overdracht beperkt tot vastgoedverrichtingen met een geschatte waarde van minder dan:

1° 30.000 euro, in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van minder dan vijftien duizend inwoners;

2° 60.000 euro, in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van vijftien duizend tot negenenviertig duizend negenhonderd negennegentig inwoners;

3° 120.000 euro, in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van minder dan vijftig duizend inwoners.

De waarde van de vastgoedverrichting komt overeen met de geschatte marktwaarde van het vastgoed of het geraamde bedrag van de verrichting, vermenigvuldigd, indien van toepassing, met de looptijd van het contract. Wanneer het contract of de looptijd ervan kan worden verlengd en de totale looptijd van het contract, met inbegrip van de verlengingsregels, meer dan tien jaar kan bedragen, komt de waarde van de verrichting overeen met de geraamde jaarlijkse waarde van het contract, vermenigvuldigd met tien, zonder dat dit bedrag lager mag zijn dan het geraamde bedrag voor de aanvankelijke minimumlooptijd van het contract.

§ 4. Iedere overdracht toegekend door de raad voor maatschappelijk welzijn wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de raad voor maatschappelijk welzijn van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

§ 5. De toepasselijke overdrachtdrempel wordt bepaald op basis van de meest recente bijgewerkte gegevens over het aantal inwoners van de gemeente die op het tijdstip van de aanneming van het overdrachtbesluit bekend zijn. Onverminderd het recht om de verleende overdrachten te wijzigen, hebben schommelingen in het aantal inwoners geen invloed op de verleende overdracht als deze eenmaal is vastgesteld.

§ 6. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, de bedragen bedoeld in paragraaf 3 aanpassen.

Art. 25. In dezelfde wet wordt een artikel 75bis ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 75bis. § 1. OCMW's handelen transparant bij het gunnen van contracten voor vastgoedverrichtingen.

Daartoe voeren OCMW's, tenzij er adequate redenen of een specifieke wettelijke bepaling zijn, publiciteitsmaatregelen uit die geschikt zijn voor het geval in kwestie.

Een OCMW dat met een of meer overheidsinstanties een overeenkomst sluit met betrekking tot een vastgoedverrichting, hoeft niet systematisch een mededingingsprocedure uit te schrijven voor zover het geplande project een doel van algemeen belang nastreeft en, behoudens naar behoren gemotiveerde uitzonderingen of specifieke wettelijke bepalingen, wordt gegund tegen de overeenkomstig artikel 75ter geraamde prijs.

§ 2. Het woord "vastgoedverrichtingen" opgenomen in paragraaf 1 en in artikel 75ter beoogt de volgende verrichtingen: de verkoop, ruil, erfpacht, opstal, verhuur, jachtrecht, visrecht, staatsconcessie of preciaire bewoning van onroerend goed dat aan het OCMW toebehoort.

De aankoopcomités van onroerende goederen, die door OCMW's worden belast met vastgoedverrichtingen, hoeven aan derden niet te bewijzen dat ze een bijzonder mandaat hebben om op te treden als vertegenwoordigers van het plaatselijk bestuur.

Binnen deze comités vertegenwoordigen de ambtenaren die bevoegd zijn om de overeenkomsten te authenticeren, de lokale overheden van rechtswege voor de opdrachten waarvoor zij verantwoordelijk zijn, wanneer zij de akten ondertekenen."

Art. 26. In dezelfde wet wordt een artikel 75ter ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 75ter: Voor elke vastgoedverrichting beschikt het OCMW over een recente schatting van de waarde van het onroerend goed of het toegekende recht erop, tenzij er een passende rechtvaardiging of een specifieke wettelijke bepaling is.

Deze schatting wordt, behalve in naar behoren gemotiveerde uitzonderingsgevallen, gevraagd aan een onafhankelijk expert, een commissaris van een aankoopcomité, een notaris, een landmeter ingeschreven in het tableau bijgehouden door de Federale Raad van landmeters-experten, een vastgoeddeskundige ingeschreven in het tableau bedoeld in artikel 3 van de wet van 11 februari 2013 houdende organisatie van het beroep van vastgoedmakelaar of een architect ingeschreven in de Orde van Architecten."

Art. 27. In dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 5 augustus 1992, wordt artikel 76 vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 76. § 1. Tenzij er specifieke wettelijke bepalingen zijn, stelt de raad voor maatschappelijk welzijn de voorwaarden vast van de gunningsprocedure voor contracten betreffende de verkoop of terbeschikkingstelling van roerende lichamelijke goederen die toebehoren aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en neemt de contractuele voorwaarden aan die op de verrichting van toepassing zijn.

§ 2. Tenzij er specifieke wettelijke bepalingen zijn, leidt het vast bureau de procedure in, gunt het het contract voor de verkoop of terbeschikkingstelling van roerende lichamelijke goederen en controleert het de uitvoering ervan.

In gevallen waarin onderhandelen met kandidaten is toegestaan, keurt het vast bureau het resultaat van de onderhandelingen goed binnen de grenzen die zijn vastgelegd in de documenten en, indien van toepassing, de reglementen die op de verrichting van toepassing zijn.

Het vast bureau kan tijdens de looptijd van het contract niet-substantiële wijzigingen aanbrengen.

§ 3. De raad voor maatschappelijk welzijn kan zijn in paragraaf 1 bedoelde bevoegdheden overdragen aan het vast bureau.

In overeenstemming met artikel 76ter is de overdracht beperkt tot verrichtingen met een geschatte waarde van minder dan:

1° 30.000 euro in het openbaarcentrum voor maatschappelijk welzijn van minder dan vijftien duizend inwoners;

2° 60.000 euro, in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van vijftien duizend tot negenenveertig duizend negenhonderd negenennegentig inwoners;

3° 120.000 euro, in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van minder dan vijftig duizend inwoners.

De waarde van de verrichting komt overeen met de geschatte marktwaarde van het goed of het geschatte bedrag van de verrichting vermenigvuldigd, indien van toepassing, met de looptijd van het contract. Wanneer de opdracht kan worden verlengd en de totale looptijd van de opdracht, met inbegrip van de verlengingen of vernieuwingen, meer dan tien jaar kan bedragen, komt de waarde van de verrichting overeen met de geraamde jaarlijkse waarde van de opdracht vermenigvuldigd met tien, zonder dat dit bedrag lager mag zijn dan het geraamde bedrag voor de aanvankelijke minimumlooptijd van de opdracht.

§ 4. Iedere overdracht toegekend door de raad voor maatschappelijk welzijn wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de raad voor maatschappelijk welzijn van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

§ 5. De toepasselijke overdrachtdrempel wordt bepaald op basis van de meest recente bijgewerkte gegevens over het aantal inwoners van de gemeente die op het tijdstip van de aanneming van het overdrachtbesluit bekend zijn. Onverminderd het recht om de verleende overdrachten te wijzigen, hebben schommelingen in het aantal inwoners geen invloed op de verleende overdracht als deze eenmaal is vastgesteld.

§ 6. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, het bedrag bedoeld in paragraaf 3 aanpassen. ”.

Art. 28. In dezelfde wet wordt een artikel 76bis ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 76 bis. § 1. OCMW’s handelen transparant bij het gunnen van contracten voor roerende verrichtingen.

Daartoe voeren OCMW’s, tenzij er adequate redenen of een specifieke wettelijke bepaling zijn, publiciteitsmaatregelen uit die geschikt zijn voor het geval in kwestie.

§ 2. De bewoordingen ”roerende verrichtingen” opgenomen in paragraaf 1 en artikel 76ter beogen de verrichtingen met betrekking tot de verkoop of terbeschikkingstelling van roerende lichamelijke goederen die aan het OCMW toebehoren.”.

Art. 29. In dezelfde wet wordt een artikel 76ter ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 76ter: Voor elke roerende verrichting beschikken de OCMW’s over een recente schatting van de waarde van het lichamenlijk roerend goed of het toegekende recht erop, tenzij er een passende rechtvaardiging of een specifieke wettelijke bepaling is.

Behalve na behoren gemotiveerde uitzonderlijke omstandigheden, wordt deze schatting gevraagd aan een onafhankelijk deskundige.”.

Art. 30. In artikel 79, § 2, eerste lid, van dezelfde wet, het laatst gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden ”de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstoogmerk en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleende worden vervangen door de woorden ”het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

2° in 4° wordt de zin ”De leden van de raad voor maatschappelijk welzijn worden na één enkele stemming aangewezen;” vervangen door de zin: ”De leden van de raad voor maatschappelijk welzijn worden verkozen overeenkomstig artikel 33, § 3bis tot en met 3quater en 4;”.

Art. 31. In dezelfde wet wordt artikel 80, het laatst gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, vervangen door hetgeen volgt:

”Art. 80. § 1. De raad voor maatschappelijk welzijn aanvaardt schenkingen te verlijden bij authentieke akte en legaten ten gunste van het OCMW.

§ 2. De raad voor maatschappelijk welzijn kan zijn in paragraaf 1 bedoelde bevoegdheden overdragen aan het vast bureau.

Het overdracht is ten hoogste beperkt tot schenkingen en legaten zonder lasten of voorwaarde en voor een, indien van toepassing, geraamde waarde, van minder dan:

1° 30.000 euro in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van minder dan vijftien duizend inwoners;

2° 60.000 euro, in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van vijftien duizend tot negenenveertig duizend negenhonderd negenennegentig inwoners;

3° 120.000 euro, in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van ten minste vijftig duizend inwoners.

§ 3. Iedere overdracht toegekend door de raad voor maatschappelijk welzijn wordt van rechtswege beëindigd, de laatste dag van de vierde maand volgend op de installatie van de raad voor maatschappelijk welzijn van de legislatuur volgend op die waarin de overdracht is toegekend.

§ 4. De toepasselijke overdrachtdrempel wordt bepaald op basis van de meest recente bijgewerkte gegevens over het aantal inwoners van de gemeente die op het tijdstip van de aanneming van het overdrachtbesluit bekend zijn. Onverminderd het recht om de verleende overdrachten te wijzigen, hebben schommelingen in het aantal inwoners geen invloed op de verleende overdracht als deze eenmaal is aangenomen.

§ 5. De Regering kan, telkens als de omstandigheden het verantwoorden, de bedragen bedoeld in paragraaf 2 aanpassen.

§ 6. Notarissen en andere ministeriële ambtenaren alsmede ontvangers van de successierechten geven kennis aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de beschikkingen die te hunnen voordele zijn opgemaakt en waarvan zij wegens hun ambt kennis hebben.”.

Art. 32. In dezelfde wet wordt een artikel 80*bis* ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 80 *bis*. De voorzitter van het OCMW aanvaardt schenkingen van roerende lichamelijke goederen zonder lasten of voorwaarden.

De voorzitter van het OCMW kan zijn bevoegdheid bedoeld in het eerste lid overdragen aan een ambtenaar, met uitzondering van de financieel directeur.”.

Art. 33. Artikel 81 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 34. In artikel 84 van dezelfde wet, vervangen door het decreet van 6 oktober 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1) in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “die er” en de woorden “akte van neemt” geschrapt;

2) er wordt een paragraaf 3 *bis* ingevoegd, luidend als volgt:

” § 3*bis*. De raad voor maatschappelijk welzijn kan aan de directeur-generaal of de adjunct-directeur-generaal zijn bevoegdheden overdragen om, met het oog op de betaling, de werken, leveringen en diensten te controleren die voor betaling worden aanvaard en, in voorkomend geval, tot facturering uit te nodigen en het bedrag vast te stellen dat de raad verschuldigd acht.

In geval van overdracht worden de beslissingen van de algemeen directeur of adjunct-directeur op de eerstvolgende vergadering aan de raad voor maatschappelijk welzijn meegedeeld. ”.

Art. 35. In artikel 84*bis*, § 1, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 4 oktober 2018, en vervangen door het decreet van 6 oktober 2022, worden de woorden “die er” en de woorden “akte van neemt” opgeheven.

Art. 36. In artikel 84*ter*, § 3, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 4 oktober 2018 en vervangen door het decreet van 6 oktober 2022, worden de woorden “die er akte van neemt,” opgeheven.

Art. 37. In artikel 84*quater*, § 1, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 4 oktober 2018, en vervangen door het decreet van 6 oktober 2022, worden de woorden “die er akte van neemt,” opgeheven.

Art. 38. In artikel 88 van dezelfde wet, het laatst gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018, wordt de volgende wijziging aangebracht in paragraaf 3, wordt het woord “besteld” vervangen door de woorden “langs elektronische weg overgemaakt”.

Art. 39. Artikel 89*bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, derde lid, wordt aangevuld door wat volgt: “Ze worden door de toezichthoudende overheid zodra ze zijn goedgekeurd gepubliceerd op de website van het openbare centrum voor maatschappelijk welzijn of, bij gebrek daaraan, van de gemeente, en worden neergelegd op de zetel van het centrum, waar iedereen ter plaatse er altijd kennis van kan nemen. De bekendmakingstermijn mag niet korter zijn dan zes jaar.”.

Art. 40. In artikel 96/4, § 2, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 29 maart 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 wordt de zin “stelt jaarlijks een schriftelijk verslag op” vervangen door de zin “kan jaarlijks een schriftelijk verslag opstellen”;

2° lid 4 wordt aangevuld met de volgende woorden “en brengt verslag uit over elke beslissing of handeling van de structuur die niet waarborgt dat het algemeen belang of het belang van het OCMW, de wettigheid en de doelstellingen van de structuur worden geëerbiedigd. Het raadslid, of een van de raadsleden als er binnen de structuur meerdere raadsleden zijn benoemd, dient zijn verslag zo spoedig mogelijk in bij de gemeenteraad, samen met eventuele opmerkingen. ”;

3° in lid 6 wordt het woord “stelt” geschrapt en vervangen door het woord “kan” en wordt het woord “op” vervangen door het woord “opstellen”.

Art. 41. Artikel 115*quater* van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2018, wordt vervangen als volgt:

”Art. 115*quater*. Het vast bureau treedt als verweerder op bij elke rechtsvordering tegen het OCMW. Het stelt de vorderingen in kort geding en de bezitsvorderingen in; het verricht alle handelingen tot bewaring van recht of tot stuiting van verjaring en van verval.

Alle andere rechtsvorderingen waarbij het OCMW als eiser optreedt, mogen door het vast bureau slechts worden ingesteld na machtiging van de raad voor maatschappelijk welzijn.

Onverminderd artikel 728, § 3, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, kan het vast bureau van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn ofwel één van zijn leden ofwel een personeelslid ofwel een advocaat aanwijzen om in naam van het OCMW voor de rechtbank te oordelen. ”.

Art. 42. Artikel 121 van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 2 april 1998, waarvan huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt:

” § 2. De bepalingen van de artikelen 75*bis*, 75*ter*, 76*bis* en 76*ter* zijn van toepassing op de onroerende en roerende goederenverrichtingen van de vereniging opgericht krachtens de artikelen 118 en volgende onder het voorbehoud dat het woord OCMW wordt gelezen als vereniging opgericht krachtens de artikelen 118 en volgende van deze wet. ”.

Art. 43. Beraadslagingen en handelingen die na de inwerkingtreding van dit decreet worden genomen, vallen niet onder de artikelen 75 *bis*, 75*ter*, 76*bis*, 76*ter* en 121, § 2, van dezelfde wet en blijven onderworpen aan de bepalingen die van kracht waren op de dag dat ze werden genomen, indien een principeberaadslaging dat de gunning van het contract regelt, werd genomen vóór de inwerkingtreding van dit decreet. De principeberaadslaging bepaalt de voorwaarden en modaliteiten van de gunningsprocedure voor contracten en neemt de contractuele voorwaarden aan die op de verrichting van toepassing zijn.

Art. 44. Dit decreet treedt in werking op de eerste dag van de maand na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 maart 2024.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waals Parlement, 1632 (2023-2024) Nrs. 1 tot en met 8

Volledig verslag, plenaire zitting van 27 maart 2024

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203609]

11 AVRIL 2024. — Décret visant la mise à disposition par les communes d'un lieu public neutre permettant d'organiser des cérémonies funéraires (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans la première Partie, Livre 2, Titre 3, chapitre 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il est inséré une section *3bis* après l'article L1232-29 intitulée « Des lieux publics adaptés à la tenue de cérémonies funéraires ».

Art. 2. Dans la section *3bis*, insérée par l'article 1^{er}, il est inséré un article L1232-29*bis* rédigé comme suit :

« Art. L1232-29*bis*. § 1^{er}. Les communes identifient sur leur territoire, ou sur le territoire d'une ou plusieurs communes limitrophes avec lesquelles elles concluent une convention, un ou plusieurs lieux publics neutres et adaptés à la tenue de cérémonies funéraires.

Est considérée comme une cérémonie funéraire la cérémonie permettant le recueillement en présence du défunt.

Ces lieux sont rendus disponibles dans les septante-deux heures de la demande, les communes disposant de vingt-quatre heures pour répondre aux demandes introduites par les ayants-droits du défunt. Toutefois, lorsque la demande intervient un dimanche ou un jour férié légal, ces délais sont respectivement portés à nonante-six heures et quarante-huit heures.

§ 2. La commune ou les communes associées déterminent les modalités de mise à disposition de ces lieux et peuvent refuser la mise à disposition si le défunt ou ses ayants-droits ne sont pas domiciliés dans la commune ou dans une des communes associées.

L'occupation de ce lieu peut faire l'objet d'une redevance dont le montant est déterminé par la commune ou les communes associées. ».

Art. 3. Dans la section *3bis*, insérée par l'article 1^{er}, il est inséré un article L1232-29*ter* rédigé comme suit :

« Art. L1232-29*ter*. Afin de garantir l'aspect respectueux et digne de la cérémonie, le Gouvernement fixe des critères minimaux en termes d'esthétique et de praticabilité concernant le lieu public de cérémonie funéraire visé à l'article 1232-29*bis*. ».

Art. 4. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2025.

Namur, le 11 avril 2024.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, de Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS